



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille six, où est écrit ce qui suit : Séance publique du **Lundi 10 JUILLET 2006**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de pouvoirs : 5
Nombre de Conseillers présents : 20
Quorum : 14

Date de convocation et d'affichage : 4 Juillet 2006
Date d'affichage du compte-rendu : 13 Juillet 2006

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD, Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoint, Mmes, Pierrette HUET, Marie-Thérèse FERRAND, Yolande GIROUX, M. Jean DENOUAL, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CITRE, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS

Absents excusés : Mme Martine CHEVALIER, M. Claude BIEDERMANN, M. Marcel FOUQUET, Mme Michelle GAUCHER, Mme Chantal GILLOUAYE, M. Jean-Michel COQUELIN

Absents non excusés : Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : Mm CHEVALIER à Mme DAUCE, M. FOUQUET à M. LEGEARD, Mme GAUCHER à Mme HUET, Mme GILLOUAYE à Mme FERRAND, M. COQUELIN à Mme SAUVEE

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. Jean-Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

M. LE BESCO, Maire, informe le Conseil Municipal que, pour des raisons matérielles, la note de synthèse concernant la restructuration des réseaux du centre-ville – 3^e tranche – Assainissement et AEP n'a pu être jointe à la convocation du Conseil Municipal et a été transmise un jour plus tard.

En vertu de l'article 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 4 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le Maire demande à l'assemblée délibérante de se prononcer sur l'urgence.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la présente séance.

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 06-87) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 06-88) Restructuration des réseaux du centre-ville – 3^e tranche – Assainissement et AEP
- 06-89) Validation des nouveaux statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- 06-90) Validation des nouvelles conditions d'évaluation des charges transférées entre les communes et la Communauté de Communes
- 06-91) Création d'un pôle intermodal
- 06-92) Recensement complémentaire
- 06-93) PLU – Zonage d'assainissement collectif
- 06-94) Projet de ligne à grande vitesse Bretagne – Pays de Loire
- 06-95) Effacement des réseaux – Rues Théodore Botrel et Ernest Renan
- 06-96) Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2006/2007
- 06-97) Tarifs de la halte-garderie
- 06-98) Changement du serveur informatique
- 06-99) Consultation cabinet d'audit pour les assurances de la Commune
- 06-100) Secteur de la Fauvelière – Remplacement des mâts d'éclairage
- 06-101) Demande d'acquisition de délaissé communal au lieu-dit « Riniac »
- 06-102) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Le Haut Lizion »
- 06-103) Rétrocession de voirie – Lotissement « Les Longues Pierres »
- 06-104) Amendes de police – Répartition 2005 – Liste principale – Dotation 2006
- 06-105) Dénomination et numérotage d'une rue annexe à la rue de l'Abbaye et numérotage de la rue de l'Abbaye dans sa totalité
- 06-106) Numérotage de rues du lotissement de la Renaissance
- 06-107) Aire de service camping-car – Complément d'information
- 06-108) SICTOM des cantons de Bécherel, Combourg, Hédé et Tinténiac – Convention pour mise en place de points d'apport volontaire de tri sélectif
- 06-109) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

06-87) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 29 Mai 2006, est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

06-88) RESTRUCTURATION DES RESEAUX DU CENTRE VILLE - 3^{EME} TRANCHE - ASSAINISSEMENT ET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé, par délibération du 10 Avril 2006, du choix du Cabinet BOURGOIS, pour engager une nouvelle tranche de travaux d'assainissement et d'eau potable nécessaire à la restructuration des réseaux du centre ville 3^{ème} tranche.

M. le Maire donne ensuite communication au Conseil Municipal :

- du projet établi par le Cabinet BOURGOIS, dossier qui fait apparaître un montant de 250 000 € HT
- du dossier de consultation des entrepreneurs correspondant
- du dossier de consultation des contrôleurs pour la partie « contrôles du réseau après exécution » qui doit désormais être réalisée par un organisme agréé et indépendant de l'entreprise attributaire du marché travaux, cette prestation faisant quant à elle l'objet d'une consultation d'entreprises spécialisées dont le règlement se fera sur facture.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'adopter le projet et les dossiers de consultation (entrepreneurs et contrôleurs) qui viennent de lui être soumis,
- de solliciter une inscription d'un montant de 250 000 € auprès du Conseil Général au titre du plus prochain Programme,
- de solliciter une participation de l'Agence de l'Eau,
- de décider, pour le dossier de consultation des entrepreneurs, de lancer un appel d'offres ouvert dans les conditions prévues aux articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics,

- de charger le Cabinet BOURGOIS de reproduire les dossiers de consultation. Le règlement des frais engagés sera fait sur présentation d'un mémoire,
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour engager toutes démarches et signer tous documents nécessaires pour l'engagement de l'ensemble de l'opération et la mise en place du financement,
- de décider, pour les contrôles de réseau, compte tenu du montant de la dépense, de les régler sur simple facture,
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer la facture qui sera passée avec l'entreprise retenue,
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits prévus au budget communal au titre desdits travaux.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

06-89) VALIDATION DES NOUVEAUX STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que la loi du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales instaure aux Communautés de Communes un délai d'un an, reporté depuis d'une année supplémentaire, pour définir l'intérêt communautaire.

L'intérêt communautaire s'analyse comme la ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines de compétences transférées à la Communauté de Communes et ceux qui demeurent au niveau communal. A défaut, l'intégralité de la compétence est transférée à l'établissement public de coopération intercommunale.

La circulaire du 15 septembre 2004 relative à l'application des dispositions de la loi du 13 Août 2004 rappelle que la ligne de partage ne peut être constituée par la distinction entre l'investissement et le fonctionnement au sein d'une compétence.

C'est aux conseils municipaux qu'incombe la détermination de l'intérêt communautaire, dans les conditions de majorité requises pour la création de la communauté, soit les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

A la lecture de l'article L 5211-5 du CGCT, il est précisé que les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer à compter de la notification de la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes. A défaut d'une telle délibération dans ce délai, celle-ci serait réputée favorable.

Compte tenu de ces éléments, Monsieur le Président de la Communauté de Communes Bretagne Romantique a proposé qu'une réflexion globale soit engagée au sein de chaque commission thématique de la Communauté de Communes et que des réunions spécifiques

soient organisées à l'attention de l'ensemble des conseillers municipaux et des conseillers communautaires.

Après synthèse de l'ensemble de ces réunions, le bureau communautaire a proposé au conseil communautaire du 11 mai 2006 un projet de modification des statuts définissant l'intérêt communautaire.

Ainsi, le conseil communautaire de la Communauté de Communes, en séance du 11 Mai 2006, a validé, à la majorité des membres présents le nouveau projet de statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique dans les termes suivants :

1) Aménagement de l'espace

L'intérêt communautaire en matière d'aménagement de l'espace concerne :

- l'élaboration du SCOT et de ses schémas directeurs
- l'harmonisation et la mise en cohérence des PLU et des cartes communales dans le cadre du SCOT et de ses schémas directeurs
- la numérisation des cadastres communaux
- la création, l'aménagement et l'entretien des zones d'aménagement concerté (ZAC) à vocation uniquement économique
- la réalisation de réserves foncières en vue de la mise en œuvre des ZAC communautaires et des équipements communautaires

2) Développement économique

La création, l'extension, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire.

Relèvent de l'intérêt communautaire toutes les zones d'activité existantes et futures à l'exception des zones d'activité touristique de moins de 50 hectares.

Les actions de développement économique consistent en :

- La création, l'aménagement, l'entretien, la gestion et la commercialisation des locaux à usage de pépinières d'entreprises, d'ateliers-relais ou d'hôtel d'entreprises
- Maintien du dernier commerce dans les communes lorsque l'initiative privée fait défaut par la création, la réhabilitation dans les domaines d'activités suivants : boulangerie ou épicerie ou boucherie ou débit de boissons
- La promotion et l'animation du domaines économique par :
 - o Assistance à la création ou à la reprise d'entreprises ou de commerces dans le cadre du service Espace Entreprises
 - o Organisation de forums économiques
 - o Promotion et animation touristique du territoire à travers l'adhésion et la participation au GIT du Paysd'Accueil Touristique Baie du Mont Saint-Michel Bretagne Romantique

3) Voirie

La création ou l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire concerne :

- la voirie interne aux zones d'activité définies dans la compétence en matière de développement économique
- la voirie nécessaire à la desserte des équipements communautaires et des ZAC communautaires à partir des voies structurantes existantes (voirie nationale, départementale ou communale).

4) Logement – Habitat

Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.

Sont déclarés d'intérêt communautaire en matière de logement :

- L'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme Local de l'Habitat
- Les opérations programmées d'Amélioration de l'Habitat
- La création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Le conseil et l'aide apportée aux communes pour l'aménagement de leurs espaces publics :
 - o Participation apportée aux communes ou aux organismes HLM dans le cadre d'opérations de construction de logements aidés
 - o Participation à la mise en place de permanences de conseils aux habitants

5) Equipements culturels, sportifs et éducatifs

Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs, culturels et éducatif et des équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.

Sont d'intérêt communautaire :

- Les équipements sportifs répondant aux besoins d'enseignement des lycées
- Les équipements sportifs à vocation unique, soit spécialisés dans une seule discipline, structurant et rayonnant sur le territoire communautaire
- Les équipements culturels et éducatifs nouveaux à vocation unique, soit spécialisés dans une seule discipline structurant et rayonnant sur le territoire communautaire. Sont exclues les salles polyvalentes.
- Adhésion au Syndicat Intercommunautaire de Musique et au Syndicat Mixte du Lycée à Combourg
- Les équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire nécessaires à l'instruction de la matière informatique

6) Environnement

L'environnement d'intérêt communautaire est défini comme suit :

La protection et la mise en valeur de l'environnement par :

- la réalisation d'actions partenariales mises en œuvre dans le cadre du CEPE et de l'Agenda 21.
- La réalisation d'actions éducatives de sensibilisation à la protection de l'environnement et au développement durable
- Participation à la valorisation des sites naturels suivants : la Forêt du Mesnil, la Rigole du Boulet, le Canal d'Ille-et-Rance et la Forêt de Coëtquen

Gestion d'un service public d'assainissement non collectif comprenant les missions suivantes :

- Mise en place d'un service de contrôle du neuf et du bon fonctionnement des installations
- Réhabilitation des installations

7) Action Sociale

Les secteurs d'intervention de la Communauté de Communes dans le cadre du domaine de l'action sociale sont :

- La lutte contre l'exclusion sociale : Gestion et entretien d'un chantier d'insertion
- Gestion et entretien d'une Maison de l'Emploi dont la mission est de coordonner l'ensemble des actions et des acteurs favorisant la recherche d'emploi, le suivi des jeunes et l'insertion sociale des publics en recherche d'orientation et d'insertion professionnelles

8) Transport

L'intervention de la Communauté de Communes se limite à l'organisation des transports intracommunautaires sur délégation du Conseil Général et dans les conditions fixées par celui-ci.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le nouveau projet de statuts de la Communauté de Communes.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE les nouveaux statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique.

06-90) VALIDATION DES NOUVELLES CONDITIONS D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES ENTRE LES COMMUNES ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que les modalités des charges transférées ont été modifiées par la loi du 13 Août 2004.

Ainsi, dans le cadre des charges liées à un équipement, avant la loi du 13 Août 2004, les modalités d'évaluation des charges faisaient référence au coût réel (dépenses – recettes) des charges d'équipement dans le dernier budget ou dans les trois derniers comptes administratifs précédant le transfert de l'équipement. Cependant, cette méthode entraînait de nombreuses difficultés et inégalités dans l'évaluation des charges entre les communes.

Désormais, la loi d'Août 2004 permet de calculer les charges liées à un équipement sur la base d'un coût moyen annualisé de l'ensemble des dépenses relatives au bien pendant toute la durée de sa vie. Ces dépenses correspondant au coût initial de l'équipement, aux frais financiers et aux dépenses d'entretien.

Le « coût initial » de l'équipement correspond à son coût de réalisation (si la commune l'a réalisé elle-même) ou à son coût d'acquisition (si la commune a acheté l'équipement) ou à son coût de renouvellement (s'il est impossible de connaître le coût de réalisation ou d'acquisition ou si ceux-ci n'ont plus de pertinence compte tenu de l'ancienneté du bien).

En plus du coût initial, la loi impose de prendre en compte :

- les frais financiers éventuels (intérêts d'emprunt)
- les dépenses d'entretien induites par le fonctionnement de l'équipement

Une fois le coût global de l'équipement arrêté (coût initial + frais financiers + dépenses de fonctionnement), il est rapporté à la durée de vie moyenne de l'équipement et permet d'obtenir son coût moyen annualisé.

Afin de calculer la durée de vie moyenne de l'équipement, il est prévu de faire référence aux durées d'amortissement en usage (instruction budgétaire M 14).

Le coût net est obtenu en retranchant le montant des ressources transférées afférentes aux charges de l'équipement. C'est ce coût moyen annuel net qui vient minorer l'attribution de compensation versées aux communes membres.

Une fois l'évaluation effectuée, celle-ci doit faire l'objet d'un accord à la majorité qualifiée des conseils municipaux.

Aussi, afin de valider ce nouveau mode d'évaluation des charges transférées entre communes et communauté de communes, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de délibérer en ce sens, dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L 5211-5 du CGCT, et ce, au plus tard avant le 17 Août 2006.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de valider ce nouveau mode d'évaluation des charges transférées entre communes et Communauté de Communes.

06-91) CREATION D'UN POLE INTERMODAL

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que des rencontres ont eu lieu, à plusieurs reprises, avec les services de la SNCF, de RFF et de la Région afin d'envisager un projet de modernisation de la gare de COMBOURG.

Des pourparlers ont été engagés pour définir les conditions de cession ou de mise à disposition à la Commune d'un bâtiment situé à l'entrée de la gare de terrains par RFF et par la SNCF.

Ce projet initial de modernisation de la gare s'est ensuite développé pour faire place à un projet de création d'un véritable pôle intermodal de ce secteur et a été positionné comme tel dans le contrat PAYS/REGION.

Par courrier du 29 mai 2006, la Communauté de Communes Pays de la Bretagne Romantique rend compte que

« les membres du Bureau ont examiné avec beaucoup d'intérêt la perspective de création d'un pôle intermodal à la gare de COMBOURG intégrant –au-delà des aspects d'intermodalité fer-route– les aspects promotionnels pour le pays (vitrine), économiques (développement des services) et urbanistiques (logement destiné à des utilisateurs quotidiens de la Ligne SNCF).

Considérant la dimension hautement stratégique de ce projet, le bureau propose à la commune l'établissement d'un partenariat :

- *d'abord au niveau d'une étude prospective et urbanistique qui apparaît tout à fait recevable au titre des aides à l'ingénierie de l'Ecofaur (50 % d'aide – plafond d'aide 20 000)*
- *ensuite au niveau de la réalisation des équipements et investissements projetés à travers la mobilisation de fonds régionaux (contrat de Pays), départementaux (contrat de territoire) et de fonds propres communautaires.*

Dans ce courrier la Communauté précise également que la maîtrise d'œuvre demeurerait communale et qu'un partenariat Communauté/Commune serait formalisé à travers une convention.

Afin d'établir un programme destiné à lancer une consultation auprès d'un bureau d'étude, il apparaît opportun de s'adjoindre une assistance à maîtrise d'ouvrage (A.M.O.). La DDE a donc été contactée en ce sens et le contenu de la mission d'A.M.O. qui pourrait lui être dévolue est actuellement à l'étude.

Il sera donc proposé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- Poursuivre ce projet selon les conditions de partenariat énoncées ci-dessus
- poursuivre les démarches de négociations foncières avec les services de RFF et de la SNCF

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

06-92) RECENSEMENT COMPLEMENTAIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que le recensement de la population s'est déroulé à Combours en début d'année 2006. Les chiffres de ce recensement, effectué selon le nouveau système institué par la loi n° 2002-276 du 27 Février 2002, seront authentifiés par un premier décret qui sera publié fin 2008 avec une date d'effet au 1^{er} Janvier 2009.

Jusqu'à la publication de ce décret, la population légale est celle qui a été authentifiée à l'issue du dernier recensement général de la population, c'est-à-dire en 1999.

Néanmoins, les communes ont la possibilité de réaliser un recensement complémentaire jusqu'en 2007 inclus. La nouvelle population issue de ce recensement prendra effet au 1^{er} Janvier de l'année suivante.

Les dépenses occasionnées par un recensement complémentaire incombent à la commune

Considérant que la Commune de Combours peut réunir les conditions pour que les résultats d'un recensement complémentaire puissent être homologués en Janvier 2007, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- de réaliser cette opération de recensement, la collecte sur le terrain s'effectuant du 1^{er} au 15 Octobre 2006

- d'autoriser le Maire à prendre toutes dispositions utiles pour le bon déroulement de cette opération
- de procéder au recrutement et à la nomination du personnel nécessaire

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

06-93) PLU – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la révision du PLU, il convient d'adapter le zonage d'assainissement collectif aux nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation. En effet, le rapport soumis à l'enquête publique comprend le plan de zonage d'assainissement et la notice explicative. Cette notice sera construite sur la base de la précédente (2002) avec la prise en compte des nouveaux éléments comme le raccordement des nouveaux secteurs, l'actualisation du prix de l'eau et des subventions, l'intégration d'informations récentes éventuelles concernant l'assainissement non collectif...

Pour ce faire, il a été décidé de faire appel au bureau d'étude OUEST-AMENAGEMENT de Rennes, cabinet ayant déjà réalisé l'étude initiale en 2002.

Cette prestation comprend :

- La mise en forme du plan de zonage
- La rédaction de la notice
- Les frais de reprographie

Cette prestation s'élève à un montant de 710 € HT.

Le développement du réseau d'assainissement collectif vers les zones à urbaniser à court et moyen terme est présenté au Conseil Municipal et soumis à son approbation.

Il est précisé que les travaux de ce bureau d'études seront présentés pour avis à la Commission Urbanisme puis validés en Conseil Municipal avant une mise à l'enquête publique.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, approuve le schéma d'intention du zonage proposé par le bureau d'étude OUEST AMENAGEMENT.

06-94) PROJET DE LIGNE A GRANDE VITESSE BRETAGNE – PAYS DE LA LOIRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que l'enquête d'Utilité Publique pour la réalisation de la ligne ferroviaire à Grande Vitesse en Bretagne/Pays de Loire est lancée depuis le 1^{er} Juin 2006.

Le projet de prolongement de la ligne à Grande Vitesse Bretagne-Pays de la Loire entre Connéré et Rennes, qui permet de gagner 35 minutes sur les temps de parcours, constitue un enjeu vital pour la Bretagne.

- Il est le maillon indispensable pour assurer l'accessibilité du territoire breton et rapprocher celui-ci des centres de décision nationaux et européens à l'heure de l'élargissement.
- Cette infrastructure structurante est également indispensable au développement de l'utilisation des transports collectifs et au transfert modal.
- Complémentaire de la modernisation des lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper, ce projet permettra d'atteindre l'objectif majeur de la Bretagne à grande vitesse (Brest et Quimper à trois heures de Paris) à l'horizon 2012.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- d'attirer particulièrement l'attention de la Commission d'enquête sur l'importance des gains de temps procurés par cette infrastructure pour l'accessibilité et donc la compétitivité de l'ensemble du territoire breton. C'est en ce sens un atout essentiel pour réduire les déséquilibres géographiques et assurer un développement économique et social équilibré du territoire régional.

- d'émettre un avis très favorable à la réalisation de ce projet dans les meilleurs délais afin de respecter l'objectif « Bretagne à grande vitesse » en 2012 et décide de transmettre cet avis à la commission d'enquête.

06-95) EFFACEMENT DES RÉSEAUX – RUES THEODORE BOTREL et ERNEST RENAN

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M HAMELIN rappelle que, par délibération n° 04-74 du 17 mai 2004, le conseil municipal a pris la décision de réaliser des travaux d'effacement de réseaux aériens concernant la rue Théodore Botrel.

Après examen de l'étude détaillée et du tableau de financement transmis par le Syndicat Départemental d'Electrification, M. HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de réaliser les travaux d'effacement de la rue Théodore Botrel et Ernest Renan pour un montant total HT de 158 200 € avec une participation financière de la ville de 123 567,00 €
- de verser une participation au SIE de Combourg, maître d'ouvrage des opérations à l'avancement des travaux
- de solliciter une subvention au titre du Conseil Régional de Bretagne - Petites Cités de Caractère

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ces propositions.

06-96) TARIFS CANTINE – RENTREE SCOLAIRE 2006-2007

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que le décret n° 200-672 du 19 Juillet 2000 qui prévoyait l'encadrement des tarifs de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public est abrogé par le décret 2006-753 du 29 Juin 2006 qui modifie les modalités de fixation du prix de la restauration scolaire.

Les nouvelles modalités sont les suivantes :

- d'une part, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge (article 1)
- D'autre part, ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée (article 2)

Il est rappelé que les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2005-2006 étaient de :

Tarif « Enfant »	2,65 €
------------------	--------

Tarif « Adulte »	4,83 €
------------------	--------

M. HAMELIN expose que le prix de revient d'un repas (denrées alimentaires + personnel) a été établi à 5,17 €.

Il propose d'appliquer une augmentation du même ordre que celles pratiquées les années antérieures, soit 2,5 %

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, vote les tarifs de la restauration scolaire de l'année scolaire 2006-2007, qui seront applicables à compter de la rentrée scolaire, à savoir :

Repas Enfant	2,72 €
Repas Adulte	4,95 €

06-97) TARIFS HALTE GARDERIE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

A - DROIT FORFAITAIRE D'INSCRIPTION (droit par famille et pour une année scolaire)

La mise en place de la prestation unique implique que les tarifs suivants sont applicables du 01/09/06 au 31/08/07 pour les enfants de 0 à 4 ans

- **Pour les enfants de 0 à 4 ans**, le barème des participations familiales est établi par la CNAF et est rendu obligatoire dans les équipements qui bénéficient de la prestation de service d'accueil permanent.

Le calcul du montant de la participation de la famille s'appuie sur un taux d'effort modulé en fonction du nombre d'enfant(s) appliqué sur les ressources.

Le tarif horaire sera établi à partir des revenus parentaux de façon individualisé (calculé à partir du 12e des revenus de l'année précédente) selon les taux suivants

type d'accueil	Composition de la famille			
Accueil collectif				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
Taux horaire	0.06%	0.05%	0.04%	0.03%

Un enfant handicapé permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur

Tarification Plancher

Un forfait minimum de ressources est pris en compte ; 536 euros par mois, soit un montant annuel de 6 432 euros .

Tarifification Plafond

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à 50 856 euros (4238 € par mois) avant abattement

Accueil d'Urgence

Un tarif horaire fixe est défini annuellement, celui-ci est de **1,80 €**

- **Pour les enfants de 4 à 6 ans** , application d'un quotient familial (ce tarif a été revu pour une année avec application à compter du 1^{er} septembre 2005(cf délibération 04-155) .

B-QUOTIENT FAMILIAL

- Formule de calcul du quotient familial
- $$\frac{\text{Ressources mensuelles (1)} + \text{Prestations familiales diverses (2)}}{\text{Nombre de Parts (3)}}$$

(1): 1/12^{ème} du Revenu imposable de la famille (Justificatif : avis d'imposition ou de non imposition de l'année civile précédente)

(2): Allocations de toute nature (Justificatifs de la Caisse d'Allocations Familiales).

(3): Calcul du nombre de parts :

Couple marié ou vie maritale : 2 parts

Parent isolé* : 2 parts

- personne vivant seule avec son ou ses enfant(s)

Par enfant : ½ part (seuls les enfants à charge sont à prendre en considération).

Pour les enfants bénéficiaires de l'Allocation d'Education Spéciale, il sera compté 1 part au lieu d'un ½ part

Pour les familles de 3 enfants et plus, il sera compté forfaitairement ½ part supplémentaire.

C) TARIFS horaires 2006-2007 (applicables à la prochaine rentrée scolaire)

	2005-2006	2006-2007 + 2 %
Quotients familiaux		
Moins de 568 euros		
1 enfant	0,88	0,90
2 enfants et plus	0,60	0,61

Quotients familiaux
De 568 à 634 euros

1 enfant	1,21	1,23
2 enfants et plus	0,88	0,90

Quotients familiaux
De 634 à 682 euros

1 enfant	1,52	1,55
2 enfants et plus	1,21	1,23

Quotients familiaux
De 682 à 732 euros

1 enfant	2,16	2,20
2 enfants et plus	1,52	1,55

Quotients familiaux
Plus de 732 €uros

1 enfant	2,71	2,76
2 enfants et plus	2,16	2,20

Tarif pour une garderie occasionnelle

Ce tarif ne concerne exclusivement que les familles en vacances sur la Commune de Combours

(sans droit d'inscription et sans étude du quotient familial – Dans la limite des places disponibles)

Tarif par enfant et par heure	3,19	3,25
-------------------------------	------	-------------

Tarif spécifique à l'attention des ASSISTANTES MATERNELLES:

(sans droit d'inscription et sans étude du quotient familial- Dans la limite des places disponibles)

Tarif par enfant et par heure	1,85	1,88
-------------------------------	------	-------------

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, vote les tarifs de la halte-garderie tels que présentés ci-dessus, qui seront applicables à compter de la rentrée scolaire 2006-2007.

06-98) CHANGEMENT DU SERVEUR INFORMATIQUE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que le serveur informatique de la mairie a été remplacé.

Le développement important des usages et la mise en place de nombreuses applications informatiques ces dernières années (urbanisme, cimetière, paye, cadastre, SIG...) ont affecté fortement la qualité du réseau de la mairie. L'ancien serveur n'assurait plus la disponibilité et le trafic nécessaires au bon fonctionnement des services.

La municipalité a décidé le remplacement du serveur. A cette fin, un marché a été passé selon la procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Différentes sociétés ont fourni une offre pour la fourniture et la mise en service d'un serveur :

La société DEO pour un total de 4982.64 €

La société MAGNUS pour un total de 6034,00 €

L'UGAP pour un total de 4191,99 €

La société O.G.I. pour un total de 7389,40 €

Il a été décidé de retenir l'offre de la société MAGNUS. Le choix a pris en compte la valeur technique des offres.

S'agissant d'une information, ce point à l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-99) CONSULTATION CABINET D'AUDIT POUR LES ASSURANCES DE LA COMMUNE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que les contrats d'assurance de la Ville ont pris effet le 1^{er} Janvier 2002 pour une période de 5 ans.

Il y a donc lieu de renouveler ces contrats pour le 1^{er} Janvier 2007.

Afin de permettre de lancer une consultation d'assureurs dans les prochains mois, un audit des contrats en vigueur s'avère indispensable.

A cette fin, une consultation de quelques cabinets spécialisés a été lancée dont le résultat est présenté au Conseil Municipal :

- Sté RISK'OMNIUM SA	3 044,00 € HT
- PROTECTAS	3 900,00 € HT
- AC.T. SA	3 950,00 € HT

Il a été décidé de retenir l'offre de la société PROTECTAS qui avait déjà effectué les précédents audits.

S'agissant d'une information, ce point à l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-100) SECTEUR FAUVELIERE – REMPLACEMENT DES MATS D'ÉCLAIRAGE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé le 29 Mai 2006 de la vétusté des mâts d'éclairage du secteur de la Fauvelière.

A ce titre une consultation en procédure adaptée a été effectuée auprès de 7 entreprises afin d'établir une proposition de prix sur 3 options possibles, à savoir :

Option 1

Mâts :

Type : acier galvanisé cylindrique thermolaqué, RAL 9005

Ht : 4.00m

Diam : 89 mm

Lanternes :

Type : Lumière de France TILUX 70w SHP

Option 2

Mâts :

Type : acier galvanisé cylindrique thermolaqué, RAL 9005

Ht : 5.00m

Diam : à adapter en fonction de la hauteur

Lanternes :

Type : Lumière de France TILUX 100w SHP

Option 3

Mâts :

Type : acier galvanisé cylindrique thermolaqué de chez PETITJEAN, RAL 9005

Ht : 5.00m

Diam : 102 mm

Lanternes :

Type : Ambiance 6711, RAL 9005, toit plat de chez RHOL avec lampe à vapeur de sodium haute pression SHP 100 W

Il a été décidé de retenir l'offre de FORCLUM pour un montant de 11 060.84 € HT, pour l'option n°2.

Dans un souci d'homogénéisation du parc d'éclairage public, cette option reprend une lanterne identique au lotissement voisin dit « du Bellanger » et un mât de 5 m permettant un éclairage au dessus des arbres.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-101) DEMANDE D'ACQUISITION DE DÉLAISSÉ COMMUNAL AU LIEU-DIT « RINIAC »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été saisie par Monsieur Gaëtan CORVAISIER, propriétaire au lieu-dit « Riniac », en vue de l'acquisition d'un délaissé communal jouxtant sa propriété référencée section C n° 303, 304 et 305.

La commission voirie s'est rendue sur place le 6 avril dernier et a émis un avis favorable sous réserve de la création d'une emprise minimum de 5.50 du chemin communal au droit des parcelles C 303, C304 et C305 aux frais du demandeur.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le conseil municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-102) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT «LE HAUT LIZION »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville a été saisie par Monsieur et Madame Pierre DAUFIN, domiciliés au lieu-dit « Le Haut Lizion », en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal jouxtant leur habitation.

La commission voirie s'est rendue sur place le 8 juin dernier et a émis un avis favorable sous réserve du maintien et de l'entretien du réseau d'eau pluviale existant et de l'acquisition au profit du propriétaire bordant s'il est différent du demandeur.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le conseil municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-103) RETROCESSION DE VOIRIE – LOTISSEMENT « LES LONGUES PIERRES »

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au conseil municipal que la commune de Combourg a délivré une autorisation de lotir relative au lotissement « Les Longues Pierres » et que par délibération n° 03-02 en date du 10 février 2003 il a été décidé d'adopter le projet de convention du lotissement entre la commune de Combourg et la société IMWO France de Cambrai (59) concernant la rétrocession des ouvrages et réseaux dans le domaine communal.

Ces opérations sont achevées et le procès-verbal de réception des travaux constatant le respect des prescriptions par les concessionnaires a été établi.

Monsieur LEBRET propose au conseil municipal d'accepter la rétrocession des voies, espaces verts et du transformateur, à titre gracieux, du lotissement « Les Longues Pierres » dans le domaine public communal, à savoir les parcelles :

Références cadastrales :

- section AE n° 584 d'une contenance de 37 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 585 d'une contenance de 118 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 586 d'une contenance de 9 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 597 d'une contenance de 8 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 598 d'une contenance de 9 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 599 d'une contenance de 4 m² et représentant de la voirie
- section AE n° 600 d'une contenance de 8 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 601 d'une contenance de 4 m² et représentant de la voirie
- section AE n° 602 d'une contenance de 9 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 603 d'une contenance de 6 m² et représentant de la voirie
- section AE n° 604 d'une contenance de 8 m² et représentant un espace vert
- section AE n° 605 d'une contenance de 84 m² et représentant un espace vert

- section AE n° 606 d'une contenance de 272 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 607 d'une contenance de 25 m² et représentant un transformateur
 - section AE n° 613 d'une contenance de 122 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 614 d'une contenance de 156 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 615 d'une contenance de 351 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 616 d'une contenance de 64 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 617 d'une contenance de 25 m² et représentant de la voirie
 - section AE n° 618 d'une contenance de 32 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 619 d'une contenance de 24 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 620 d'une contenance de 2632 m² et représentant de la voirie
 - section AE n° 631 d'une contenance de 43 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 632 d'une contenance de 33 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 633 d'une contenance de 64 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 634 d'une contenance de 47 m² et représentant un espace vert
 - section AE n° 635 d'une contenance de 417 m² et représentant un espace vert
- soit un total de 4611 m²

La Sté IMWO France prendra en charge les frais d'acte liés à cette intégration foncière par le biais de l'office notariale de Combours SCP St Mleux – Priol – Lacourt.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de rétrocession de ces parcelles selon les conditions énoncées ci-dessus
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET , et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-104) AMENDES DE POLICE – REPARTITION 2005 – LISTE PRINCIPALE - DOTATION 2006

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par courrier en date du 17 octobre 2005, le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine a sollicité les communes du Département en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police (répartition 2005).

Lors de sa séance du 12 décembre 2005, le Conseil Municipal a adopté un programme d'investissement d'un montant de 27 110 € HT, pour les travaux correspondant aux priorités définies, et a décidé de solliciter l'attribution de la dotation correspondante.

Lors de sa réunion du 8 juin 2006, la commission permanente du Conseil Général a arrêté la liste des communes bénéficiaires ainsi que le montant de l'attribution leur revenant.

Par courrier en date du 13 juin 2006, Madame La Préfète d'Ille et Vilaine a fait connaître que la plupart des projets de la ville de Combourg ont été retenus en liste principale, ouvrant droit à une attribution de subvention d'un montant de 2 283,00 €.

Le détail des projets retenus et les attributions proposées sont les suivants :

- réalisation de 14 passages surbaissés pour handicapés, ouvrant droit à une subvention de 1 274,00 €
- Fourniture et mise en place de potelets complémentaires de sécurité au parvis du lycée « François-René de Chateaubriand » ouvrant droit à une subvention de 448 €
- aménagements piétonniers au pourtour du lac sur une longueur de 150 m, ouvrant droit à une subvention de 561 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- de s'engager à faire exécuter ces travaux dans les meilleurs délais possibles
- de décider d'accepter l'attribution de la somme de 2 283,00 € correspondant à la dotation 2006 relative aux recettes d'amendes de police.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-105) DENOMINATION ET NUMÉROTAGE D'UNE RUE ANNEXE A LA RUE DE L'ABBAYE ET NUMEROTAGE DE LA RUE DE L'ABBAYE DANS SA TOTALITÉ.

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT informe le Conseil Municipal que plusieurs riverains de la rue de l'Abbaye et des Cours Biards ont demandé une numérotation officielle de la rue de l'Abbaye afin que les différents services (Les Urgences, La Poste, Les Pompiers, ...) puissent intervenir sans erreur et dans les meilleurs délais.

La commission « Urbanisme » s'est réunie le mercredi 1^{er} février 2006. Il a été proposé de procéder à la dénomination de l'ancienne rue de l'Abbaye portion de rue parallèle à la rue de l'Abbaye actuelle et portant son nom jusqu'à présent.

Madame GINGAT propose au conseil municipal de :

- **dénommer l'ancienne rue de l'Abbaye comme suit : rue du Prieuré**

et de numéroter de la façon suivante :

Numéros Impairs :

Parcelle AO n° 71 (JOUBERT)	N° 1
Parcelle AO n° 72 (CADUDAL /CHESNAIS)	N° 3
Parcelle AO n° 76 (MEURY)	N° 5
	et N° 7
Parcelle AO n° 80 (JUBAULT)	N° 9
Parcelle AO n° 83 (LIMOU)	N° 11
Parcelle AO n° 175 (LIMOU)	N° 13

▪ de numéroté la rue de l'Abbaye dans sa totalité

Numéros Impairs

Parcelle AO n° 51 (Pasquier)	N° 1 idem
Parcelle AO n° 52 (Pasquier)	N° 3 idem
Parcelle AO n° 54 (HAMELIN)	N° 5 idem
	et N° 5 bis
Parcelle AO n° 55 (MAUGER)	N° 7 idem
Parcelle AO n° 162 (TREMAUDANT)	N° 9 idem
Parcelle AO n° 60 (SCHULKENS GERHAUD née GUICHARD et consorts)	N° 11 idem
Parcelle AO n° 61 (RAIX)	N° 13 idem
Parcelle AO n° 62 (DAUMER)	N° 19 idem
Parcelle AO n° 63 (DOURLENT)	N° 21 idem
Parcelle AO n° 158 (BEAUPIED)	N° 23 idem
Parcelle AO n° 161 (DENOUAL)	N° 29 idem
Parcelle AO n° 145 (BOUCHER)	N° 31 idem
Parcelle AO n° 84 (BOUCHER)	N° 33 idem
Parcelle AO n° 85 (POTTIER)	N° 37 idem
Parcelle AO n° 86 n° 87 (GAUPLE)	N° 45 idem
	N° 47
	et N° 49
Parcelle AO n° 88, n° 89 (DENIS)	N° 51
Parcelle AO n° 90 et 120p (JUHEL)	N° 53
Parcelle AO n° 121 (GEORGES)	N° 55
Parcelle AO n° 120p (JUHEL)	N° 57
Parcelle AO n° 124 (JUHEL)	N° 59
Parcelle AO n° 176 (LEFILLEUL)	N° 61
Parcelle AO n° 126 (FAIVRE / CAMPY)	N° 63
	et N° 65
Parcelle AO n° 165 et 127 (BEZIEL)	N° 67
Parcelle AO n° 129 et 164 (HERVÉ)	N° 69
Parcelle AO n° 130 (CHARTIER)	N° 71

Numéros pairs

Parcelle AN n° 131 (la SCI F-René de Chateaubriand)	N° 2 idem
---	-----------

Parcelle AN n° 59 (DE GEYER D'ORTH)	N° 4 idem
Parcelle AN n° 58 (HAMELIN)	N° 6 idem
Parcelle AN n° 56 (WILHELM / LE ROY)	N° 8 idem
Parcelle AN n° 55 (BELHOMME)	N° 10
Parcelle AN n° 160 (BELHOMME)	N° 12
Parcelle AN n° 161 (GUILLEMOTO)	N° 12 bis
Parcelle AN n° 51 (RENAUT)	N° 14
Parcelle AN n° 206 (GUERRY)	N° 16
Parcelle AN n° 48 (SEBIRE)	N° 18 idem
Parcelle AN n° 205 (STOCKLE)	N° 18 bis id
Parcelle AN n° 150 (PROVOST)	N° 20
Parcelle AN n° 152 (TUFFIN)	N° 22
Parcelle AN n° 201 (BOUILLET)	N° 24
Parcelle AN n° 143 (FLAUX)	N° 26
Parcelle AN n° 39, 40 et 41 (CHEVALIER)	N° 28
Parcelle AN n° 210 (OLLIVIER)	N° 30
Parcelle AN n° 211 (VIGOUR)	N° 32
Parcelle AN n° 28, 29, 32 et 33 (PETITPAS)	N° 34
Parcelle AN n° 26, 158 et 209 (BIGOT)	N° 36
Parcelle AN n° 24 (ANGER)	N° 38
Parcelle AN n° 122 (VIGOUR)	N° 40
Parcelle AN n° 121 (GUESDON)	N° 42
Parcelle AN n° 148 (GILLET)	N° 44
Parcelle AN n° 147 (LEFRANCOIS)	N° 46
Parcelle AN n° 149 (PLIHON)	N° 48
Parcelle AN n° 145 (LEROUX)	N° 50
Parcelle AN n° 9 (DESCLOS)	N° 52
Parcelle AN n° 6 et 7 (Lision)	N° 54
Parcelle AN n° 5 et 8 (Corvaisier)	N° 56
Parcelle AN n° 5 (DESCLOS)	N° 58

Il est précisé que les plaques de rues seront posées et les plaques de numéros distribués aux propriétaires concernés dans les meilleurs délais.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT , et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-106) NUMEROTAGE DE RUES DU LOTISSEMENT DE LA RENAISSANCE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations en date du 7 mars 2005 et du 14 novembre 2005, il a été procédé à la désignation des rues suivantes :

Lotissement de la Renaissance I et II :

- Liaison Rue de Malouas à Rue de la Renaissance : **RUE LEONARD DE VINCI**. (en continuité du lotissement des Oliviers).
- Liaison Rue léonard de Vinci à Rue de la Renaissance : **RUE MICHEL ANGE**.
- Voie sans issue Nord/Sud partant de la Rue Léonard de Vinci : Allée **TOUSSAINT DUBREUIL**.
- Voie sans issue Est/Ouest partant de la Rue Michel Ange : Allée **RAPHAËL**.
- Rue du **MOULIN MADAME**

A la demande des riverains et afin de permettre aux nouveaux propriétaires de disposer, dès leur arrivée, de l'adresse exacte des logements afin de faciliter les démarches administratives liées à leur changement d'adresse, Madame GINGAT propose la numérotation suivante.

RUE LEONARD DE VINCI

Numéros impairs :

Lot 1 (LECOINTRE)	N° 12
Lot 2 (GLORY)	N° 14
Lot 3 (PIAZZA)	N° 16
Lot 4 (LE GROGNEC)	N° 18
Lot 5 (DELOY)	N° 20
Lot 6 (DENIS)	N° 22
Lot 7 (MASSON)	N° 24
Lot 8 (en cours d'acquisition)	N° 26

RUE MICHEL ANGE

Numéros impairs

Lot 11 (FORGEUX)	N° 1
Lot 13 (LEBIHAN)	N° 3
Lot 19 (en cours d'acquisition)	N° 5
Lot 20 (CHEVALIER)	N° 7
Lot 21 (MIATTI)	N° 9
Lot 48 (LABBÉ)	N° 11
Lot 47 (MASSARI)	N° 13
Lot 46 (OLIVIER)	N° 15
Lot 45 (BUSNEL)	N° 17
Lot 40 (BRIAND)	N° 19
Lot 39 (LEGENDRE)	N° 21
Lot 38 (GLET)	N° 23
Lot 37 (en cours d'acquisition)	N° 25

Numéros pairs

Lot 9 (ELLUARD)	N° 2
-----------------	------

Lot 10 (Belhomme)	N° 4
Lot 22 (en cours d'acquisition)	N° 6
Lot 23 (AGUER)	N° 8
Lot 24 (opération OPAC 35)	N° 10
	N° 12
	N° 14
	N° 16
	N° 18
	N° 20
Lot 30 (GAUTIER)	N° 22
Lot 31 (REVAULT)	N° 24
Lot 32 (BERTHELOT)	N° 26
Lot 33 (BAZIRE)	N° 28
Lot 34 (MONNIER)	N° 30
Lot 35 (BAGOT)	N° 32
Lot 36 (MONOT)	N° 34

Allée TOUSSAINT DUBREUIL

Numéros Impairs

Lot 15 (HUREL)	N° 1
Lot 16 (BOUCARD)	N° 3
Lot 17 (PORÉE)	N° 5

Numéros pairs

Lot 12 (GOUGEON)	N° 2
Lot 14 (KODJA)	N° 4
Lot 18 (PUNED)	N° 6

Allée RAPHAEL

Numéros pairs

Lot 41 (NOEL)	N° 2
Lot 42 (BOITELET)	N° 4
Lot 43 (LOMINE)	N° 6
Lot 44 (ROHALLAH)	N° 8

Rue du MOULIN MADAME

Numéros impairs

Lot 51 (en cours d'acquisition)	N° 21
Lot 52 (GAUTIER)	N° 23
Lot 53 (LEGOFF)	N° 25
Lot 54 (COURTAIS)	N° 27
Lot 55 (BAZIRE)	N° 29
Lot 56 (CHALMEL)	N° 31

Lot 57 (LE ROUZO)	N° 33
Lot 58 (LEDUC)	N° 35
Lot 59 (BODIN)	N° 37
Lot 60 (en cours d'acquisition)	N° 39
Lot 61 (MALGORNE)	N° 41

Il est précisé que les plaques de rues seront posées et les plaques de numéros distribués aux propriétaires concernés.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

06-107) AIRE DE SERVICE CAMPING-CAR – COMPLEMENT D'INFORMATION

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal qu'il a été informé de la création d'une aire de service pour camping-car à proximité du camping.

Il convient de préciser que le choix d'un monnayeur à jetons a été motivé par les éléments suivants :

- L'éloignement de cette structure par rapport au centre ville peut laisser présager d'éventuels actes de vandalisme en présence de monnaie ou de lecteur de carte bancaire pouvant être assimilé à un distributeur de billet.
- Le coût d'un lecteur de cartes bancaires à puces avec distributeur de tickets s'élève à 5 833 € HT, hors raccordement France Télécom estimé à 1500 € HT, portant l'ensemble de 4 581 € HT à 11 914 € HT.
- Possibilité d'équiper ultérieurement cette structure d'un lecteur ou d'un monnayeur (sans surcoût).

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

06-108) SICTOM DES CANTONS DE BECHEREL, COMBOURG, HÉDÉ ET TINTENIAC – CONVENTION POUR MISE EN PLACE DE POINTS D'APPORT VOLONTAIRE DE TRI SÉLECTIF.

Rapporteur : M. Pierre LEGEARD, Adjoint

Monsieur LEGEARD informe le Conseil Municipal qu'une réunion du Comité Syndical a eu lieu le 19 avril dernier et il a été décidé, en accord avec les communes, la mise en place de points d'apport volontaire de tri sélectif.

Afin de concrétiser cet accord, Monsieur LEGEARD propose au Conseil Municipal d'approuver la convention entre la commune de Combours et le Sictom des cantons de Bécherel, Combours, Hédé et Tinténiaconcernant l'aménagement des points-recyclage et la mise à disposition de colonnes de tri sélectif. Cette convention a pour objectif d'établir les responsabilités de chaque partie concernant :

- la propreté des sites
- le vidage des colonnes
- le régime d'assurance des colonnes
- la prise en charge du site

Entendu l'exposé de Monsieur LEGEARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, approuve la convention entre la Commune de Combours et le SICTOM des cantons de Bécherel, Combours, Hédé et Tinténiaconcernant..

06-109) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 06.108 T en date du 23 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AL 30 sise « rue Sainte Barbe » (DIA n° 23) d'une superficie totale de 51 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.109 T en date du 23 mai 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AH 250 et 251 sises « rue Jules Corvaisier » (DIA n° 24) d'une superficie totale de 6 429 m² et supportant un bâtiment artisanal
- Arrêté n° 06.116 T en date du 1^{er} juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AE 66p sise « avenue de la Libération » (DIA n° 25) d'une superficie de 114 m²

- Arrêté n° 06.117 T en date du 1^{er} juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle D 820p (partie est) sise « La Croix du Chesnot » (DIA n° 26) d'une superficie de 3 250 m²
- Arrêté n° 06.118 T en date du 1^{er} juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle D 820p (partie ouest) sise « La Croix du Chesnot » (DIA n° 27) d'une superficie de 3 250 m²
- Arrêté n° 06.119 T en date du 1^{er} juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AE n° 161 sise « 15, avenue des Cytises » (DIA n° 28) d'une superficie de 510 m² supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.120 T en date du 1^{er} juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AK 60p sise « 76, avenue Gautier » (DIA n° 29) d'une superficie de 1400 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.124 T en date du 2 juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AC 93 et 94 sises « 24, avenue du Général de Gaulle » (DIA n° 30) d'une superficie de 699 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 06.125 T en date du 2 juin 2006 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - parcelle AH n° 358 sises « 65, avenue de la Libération » (DIA n° 31) d'une superficie de 8 048 m² et supportant un appartement

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 10.